Article 21 du Règlement

Sa réalisation est rendue possible grâce à l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement scientifique et technologique.

Ce centre mondial d'excellence a reçu le mandat de s'autofinancer d'ici cinq ans. L'Institut est une société privée, ce qui signifie qu'une collaboration entre le secteur privé, le gouvernement et tous les intervenants du milieu est essentielle à son succès.

Grâce à cet important projet, Québec est en voie de devenir l'un des plus importants centres de haute technologie au Canada et en tant que députée de la région de Québec, j'en suis très fière.

Encore une preuve concrète de l'importance qu'accorde notre gouvernement au développement de la haute technologie, à la collaboration de tous les intervenants du milieu et à la réconciliation nationale!

• (1405)

[Traduction]

LES TRANSPORTS

LES RÉSEAUX FERROVIAIRE ET ROUTIER DE TERRE-NEUVE

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, le gouvernement canadien annoncera mardi prochain qu'il continue d'exploiter le chemin de fer de Terre-Neuve. Je me réjouis de cette nouvelle. Les habitants de Terre-Neuve ne méritent rien de moins et notre parti, lorsqu'il était au pouvoir, avait investi 77 millions dans ce chemin de fer. Cependant, cette mesure ne libère pas le gouvernement du Canada de l'obligation de conclure un accord global sur la construction des routes. Terre-Neuve a un urgent besoin de routes: la route trans-Labrador, un route qui traverse la péninsule nordique jusqu'à Roddickton et Englee, une autre autour de la baie Hare, et la route transcanadienne elle-même. Le gouvernement du Canada est tenu de construire ces routes à Terre-Neuve et, bien que j'accueille avec joie la nouvelle qui sera annoncée mardi, à savoir que le chemin de fer de Terre-Neuve continuera à être exploité, je demande au gouvernement de prendre l'engagement à long terme de construire les routes dont Terre-Neuve et le Labrador ont besoin.

[Français]

LA PLANIFICATION DE L'EMPLOI

L'ACQUISITION DE RESSOURCES HUMAINES DANS LE SECTEUR MINIER

M. Guy St-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, la ministre d'État (Jeunesse) (M^{me} Champagne) a fait l'annonce récemment de toute une série de projets qui ont été approuvés dans le cadre du Programme Innovation, qui est une des composantes de notre stratégie de planification de l'emploi.

Un de ces projets, monsieur le Président, est le programme d'acquisition de ressources humaines dans le secteur minier. Ce dernier a pour but de mettre sur pied un programme de stages et de placement pour les diplômés en techniques minières. Au cours des prochains 19 mois, notre gouvernement

investira presque un million de dollars pour la jeunesse canadienne.

En tant que gouvernement responsable et député d'une région minière, nous avons confiance dans les capacités de nos jeunes et nous continuerons à faire tout en notre possible pour les aider à s'intégrer au marché du travail au Canada et en Abitibi

[Traduction]

LES FORCES CANADIENNES

LE POLYGONE D'ESSAIS DE NANOOSE (C.-B.)

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, cette semaine à Vancouver, dans le but de protéger notre mère la terre et tous ses enfants contre les radiations et la guerre nucléaire, des gens de Campbell River, dans le Nord, et de Victoria, dans le Sud, convergeront à pied vers Nanoose pour protester contre le polygone d'essais des Forces canadiennes dans cette localité. Autant que nous sachions, le gouvernement n'a pas encore signé l'entente qui permettrait à la Marine américaine d'utiliser cette base. Les gens craignent que les Américains profitent de cette entente pour lui donner plus d'expansion comme il ont déjà réussi à le faire en 1967, lors de la signature de l'accord actuel.

Dans l'intervalle, alors que notre gouvernement entoure du plus grand secret ses négociations avec les Américains, les sous-marins américains, équipés d'armements nucléaires, utilisent, à un rythme accéléré, une base qui non seulement ne sert pas nos intérêts, mais menace sans cesse la paix dans le monde. Il faut la reconvertir à des fins pacifiques.

LES PARTIS POLITIQUES

LA POSITION DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE SUR LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES AVEC LES ÉTATS-UNIS

M. Benno Friesen (Surrey—White Rock—Delta-Nord): Monsieur le Président, lundi soir le chef du NPD (M. Broadbent) est passé à la télévision pour parler des problèmes auxquels les Canadiens se heurtent dans leurs échanges commerciaux avec les États-Unis. Il a parlé de la question des bardeaux et des bois de résineux, ainsi que du nombre de tracasseries en matière d'importation que doivent subir les hommes d'affaires canadiens lorsqu'ils font du commerce avec les États-Unis.

a (1410)

Il a dit également que les sociétés canadiennes ne pouvaient pas concurrencer les sociétés américaines qui desservent un marché de 260 millions de personnes. C'est là justement, monsieur, que réside toute la question. C'est ce marché que nous voulons ouvrir aux sociétés canadiennes. Nous voulons qu'elles profitent des mêmes économies d'échelle que les Américains. Je veux remercier le chef du Nouveau parti démocratique d'avoir défendu si clairement les négociations sur le libreéchange qui viennent de débuter.